

PAY TECH DAY France Payments Forum du 26 juin 2025
Keynote de Martina WEIMERT (EPI) en ouverture de la table ronde n°1



Bonjour à tous,

La souveraineté est évidemment un sujet majeur pour nous, puisque c'est dans les fondements d'EPI, dans ses statuts et dans les fondamentaux de cette association de banques et d'acquéreurs au niveau européen de vouloir réaliser une solution souveraine, indépendante et autonome, basée sur un financement purement européen, ce qui est un challenge, puisque nous avons beaucoup de demandes en dehors d'Europe de rejoindre l'EPI, notamment en tant que financeurs : nous avons beaucoup de propositions chinoises, mais aussi des fonds de private equity, qui veulent investir dans EPI car ils voient la grande opportunité pour l'Europe d'arriver à une solution de paiement unique et forte.

Dans le passé, nous n'avons jamais été ouverts à analyser des scénarios d'interopérabilité ou de coopération étroite avec les autres solutions. Pourquoi avons-nous changé de position ? Pourquoi avons-nous fait au mois d'avril, cet appel aux autres solutions pour progresser ensemble ? C'est tout simplement dû au contexte géopolitique, au fait que nous n'avons peut-être pas le temps que nous voudrions avoir pour construire d'abord une solution unique, forte et européenne. Nous nous disons qu'il y a une urgence et qu'il faut vraiment que nous réussissions à travailler avec ceux qui existent déjà dans le marché.

Quelles solutions peut-on utiliser ? Quels sont les actifs que nous avons en Europe et qui peuvent servir à tous, avec cet objectif très simple qui est de permettre aux Européens de payer partout en Europe avec une solution européenne ?

Si on regarde la carte de l'Europe, on voit qu'il y a beaucoup de solutions (à peu près 45), dont une dizaine de grandes solutions avec lesquelles, aujourd'hui, on arrive à rejoindre 15 pays et

380 millions d'utilisateurs. Tout à l'heure il a été dit [keynote d'ouverture de Christophe Bories] que ce n'est pas toute l'Europe. Quand nous travaillons sur cette solution européenne, nous avons bien à l'esprit ces autres marchés, mais nous avons évidemment aussi une proposition à faire à ces autres marchés européens qui n'ont aujourd'hui rien et qui sont totalement dépendants de Visa, MasterCard ou autres solutions internationales (américaines).

À ce titre, pour l'instant, nous nous focalisons sur trouver un mode de coopération, d'interconnexion, de fonctionnement commun avec les autres solutions pour pouvoir ouvrir les transactions *cross-border*. On parle donc de 5%, au maximum 10 %, des transactions en Europe. Cela veut dire que nous continuons à développer chacun notre propre roadmap en termes de développement de cas d'usage, mais force est de constater que nous travaillons à peu près tous sur les mêmes éléments. Donc le besoin premier, pour satisfaire cet objectif de permettre aux Européens de payer partout, est de livrer une solution de P2P, mais aussi de e-commerce et finalement aussi au point de vente (POS). Ces trois cas d'usage sont notre objectif actuel.

Nous travaillons sur deux options principales, avec des variantes possibles.

- Première option : mettre en place une sorte de routeur central (un bridge) capable de fonctionner avec toutes les solutions et de les aiguiller vers la bonne solution concernée. Par exemple, si un Espagnol vient en France, le ré-aiguiller vers BIZUM, mais en permettant le paiement du commerçant en France.
- Deuxième option : mettre en place un réseau d'acceptation commun. Si on regarde bien ces solutions, on voit que beaucoup d'entre elles n'existent pas encore dans un environnement de point de vente physique. Donc peut-être est-ce le bon moment pour réfléchir à quel doit être ce réseau d'acceptation européen construit sur des standards européens.

Ce sont donc les deux principales options sur lesquelles nous travaillons (et il peut y avoir des combinaisons et des variantes entre les deux). Ce n'est pas un travail évident, car vouloir aboutir à une solution qui fonctionne pour tout le monde impliquera des concessions de part et d'autre et des investissements supplémentaires.

Quand on pense à un routeur central, ça paraît comme très attractif car on se dit que tous les efforts vont être reportés sur cet élément central. Mais quand on regarde de près, on se rend compte que ça ne fera pas tout. Tout ceci pour dire qu'une coopération pan-européenne de ce type-là demandera des efforts à tout le monde.

Cette solution centrale, nous l'envisageons comme un lien commun entre ces solutions européennes. Et bien sûr, nous réfléchissons aussi à ce que ça voudrait dire en termes de *business model* et de gouvernance. Notre objectif est d'aboutir à un concept et à un plan, à un premier niveau cet été, puisque le temps presse : nous n'avons plus le temps d'attendre pour voir qui, de nous, a réussi à couvrir quels pays et de quelle façon. Nous devons avancer

rapidement et livrer un concept abouti et crédible, car nous savons que beaucoup de parties prenantes vont nous challenger ou nous critiquer, quels que soient les scénarios sur lesquels nous pourrions aboutir.

Pour l'instant, je me réjouis du fait que nous avons Bizum, Bancomat, SIBS et Vipps MobilePay avec nous en tant que représentants de l'EuroPA. Je suis très contente de l'esprit ouvert et constructif. Tout le monde fait de gros efforts, ce sont des réunions intenses et des travaux difficiles dans un laps de temps aussi court, avec des intérêts qui ne sont pas forcément alignés. Par exemple sur le point de savoir si, pour les transactions au point de vente, on doit travailler sur une solution QR code ou une solution NFC ou les deux, on voit bien en regardant les solutions autour de la table que nous n'avons peut-être pas tous les mêmes priorités. Mais pour l'instant ces discussions se déroulent dans un bon climat avec une forte volonté d'aboutir de part et d'autre, et il nous faut tenir ce cap de cet été.

L'autre point qui a également été évoqué tout à l'heure, est le cas des pays qui n'ont rien. Certes, ces pays existent : aujourd'hui, beaucoup de pays qui se demandent s'ils ne devraient pas lancer leur propre solution nationale, ce qui me semble à vrai dire assez absurde, compte tenu du paysage dans lequel nous sommes et, surtout, du fait que nous devons faire tous les mêmes investissements. Nous avons plutôt intérêt à unir nos forces, à mutualiser au lieu de se cramponner à une fragmentation nationale ou locale. Mais on ne peut pas l'empêcher : l'Europe est démocratique, chacun fait ce qu'il juge bon de faire.

En tout cas, notre proposition pour ces pays autres est plutôt de leur dire : *« vous qui n'avez rien, vous pouvez aller vers une des solutions existantes ; toutes les solutions sont prêtes à vous accueillir, que ce soit EPI ou les autres solutions ; faites votre choix à travers cette coopération que nous sommes en train de mettre en place ; vous aurez de toute façon accès au reste de l'Europe. C'est une manière plus rapide et plus simple d'y arriver. Mais faites votre choix, agissez, ne restez pas en dehors de l'Europe sous le prétexte qu'il faut attendre. Nous n'avons vraiment plus le temps »*. Et qui sait quel sera le prochain mouvement sur l'échiquier international qui nous mettra dans la contrainte ou avec un modèle de crise encore plus défavorable, alors que nous avons en Europe tout ce qu'il nous faut pour réussir, mais il faut qu'on se mette ensemble.

Merci de votre attention.